

Discours contrefait et rature : les faussaires du palais en flagrant délit

Mais pourquoi a-t-il fallu attendre le bide du message du 19 Mars pour enfin se convaincre que la plupart des actes d'Etat émanant ces derniers temps du palais étaient édictés à l'insu du Président «himself» ? Depuis le mois de mai 2013, c'est-à-dire durant plus de 700 jours, les milieux politiques aussi bien que la presse devinaient vaguement que la haute administration du palais prenait moins ses ordres directement du Président que par le canal de la caste qui s'y est solidement installée. De fait ce qui ne devait se concevoir que comme un renforcement provisoire des leviers de décision d'un Président, encore convalescent, a fini par devenir en réalité sa mise sous curatelle. C'est-à-dire une assistance politique dans les actes publics dont il éprouve des difficultés à assumer. Et c'est ainsi que les scribes, chargés de traduire en discours diffusés par porte-voix ou bien des messages relatifs à des questions majeures, se sont retrouvés en face d'interlocuteurs différents selon la nature de la besogne. En l'absence de l'arbitrage personnel du chef de l'Etat, il s'est étonnamment substitué une «collégialité» d'intérêts sordides au point où les «oracles» ponctuels du palais susciteront alors un surcroît d'exégèses pour leur compréhension. Mieux encore, ne fallait-il pas supputer sur les noms des commanditaires. C'est-à-dire deviner qui parmi ce collège de «curateurs» en avait été l'inspirateur. C'est qu'ils sont plusieurs à revendiquer quelques parcelles d'autorités et jusqu'à s'autoriser à donner des consignes d'écriture aux rédacteurs patentés.

Par ailleurs, la critique a choisi la facilité en attribuant tous les dérapages à l'interventionnisme intempestif de Saïd Bouteflika. Sauf que dans

certains domaines, il est fort peu probable qu'il n'en soit pas le donneur d'ordre. Ce qui ne l'absout en aucune manière de la pratique généralisée dans la contrefaçon de la communication du Président. Or, un discours protocolaire du chef d'Etat ayant pour objectif de fixer des nouvelles étapes, voire faire des mises au point politiques sur l'état de la nation ne se relit pas entre deux portes et deux brouillons. Or, celui attribué à Bouteflika et par lequel celui-ci adressait des mises en garde d'autocrate à la presse n'a-t-il pas fait l'objet d'un amendement du contenu au moment où il parvenait aux rédactions des journaux ? Dans la hâte et le désordre, les rares explications à ce dérapage devenaient inutiles en soi. C'est-à-dire pitoyables. En clair, le malaise a remplacé l'arrogante surestimation par les faussaires de leur capacité à contrôler, au boulon près la machinerie de la propagande.

Avec un texte officiel et deux versions contradictoires, la caste a été non seulement rattrapée par la guerre des courants contradictoires qui sévit à l'intérieur mais surtout par le fait que la place publique sait désormais qu'elle a pris en otage le Président. Tenu forcément loin des activités de sa charge, Bouteflika tient-il à garder une fonction symbolique en dépit des périls qui menacent la stabilité et la bonne gouvernance ? C'est dorénavant la question qui doit lui être directement posée sans passer par les intermédiaires du palais. D'autant plus que ce n'est pas uniquement la classe politique qui est excédée mais bel et bien la société qui souffre depuis 23 mois de l'invisibilité politique du Président et qui réalise, horrifiée, que cette présidence a minima a contribué à l'installation du désordre institution-

nel et au mépris des règles de présence dans tous les mécanismes de fonctionnement de l'administration publique. L'on peut notamment s'imaginer sans efforts que l'atmosphère est devenue à peine respirable dans les bureaux d'une présidence où cogitent et décident en comités restreints les nouveaux dirigeants dont la coordination est dévolue, non pas au deuxième personnage de l'exécutif (Sellal), mais au conseiller le plus influent. Celui justement qui alimente à nouveau l'actualité à travers le projet de création d'un parti porté par le fric du patronat.

Un appareil destiné à mettre le pied à l'étrier du frère Saïd afin de succéder à un Président malade. Ce ne serait donc pas une «succession ouverte» mais le recours au processus des urnes mis au service d'une «transmission entrouverte». Le népotisme comme ersatz du républicanisme. L'hypothèse est, bien sûr, farfelue. Quand bien même elle ne tient pas la route n'indique-t-elle pas néanmoins qu'elle est le reflet de la clochardisation politique de l'Algérie après bientôt 16 années d'asservissement et de servitude muette ?

La longue mainmise de ce Président n'est-elle pas à l'origine de cet effondrement moral de l'Etat ? Car c'est à Bouteflika que doivent être imputés les fâcheux recours à la corruption des institutions et des hommes. Déjà l'on avait entendu par le passé les Algériens s'interroger sur la déliquescence de l'architecture de l'Etat mais qui d'entre eux étaient alors en mesure de croire qu'au moment où le sommet de l'Etat deviendrait un problème cardinal il ne se trouvera pas de voix autorisées pour imposer la bonne solution à un vide institutionnel réellement mena-



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

çant. En effet, que la séquence de la longue maladie d'un président de la République demeure un tabou signifie clairement qu'aucune des institutions de ce pays n'est solide ni les attributs constitutionnels conférés à chacune d'elles ne sont opératoires. Aussi bien le Parlement que le Conseil constitutionnel et l'armée n'ont évoqué la possibilité d'examiner la question.

Alors que l'après-Bouteflika se fait de plus en plus pressant dans les esprits, notamment après les péripéties d'un faux discours ou plutôt d'un discours à rature, ne voit-on pas monter au créneau l'invective des partisans d'un statu quo ? Avec le désir d'imposer une guerre des tranchées à la fois entre les partis d'opposition et les appareils à leur service puis, accessoirement, entre le «cercle vertueux» de la presse, si cher au ministre du secteur et l'amateurisme baveux des plumitifs, la caste, après avoir confisqué les prérogatives régaliennes du Président, est en train de réinventer l'épouvantail de la «5^e colonne» alliée à l'ennemi extérieur ! Rien que ça...

B. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Ah ! Cette obsession saoudienne !

Il y a au moins une loge où le milliardaire Ali Haddad ne sera pas dépaycé. La loge...

... Maçonnique !

Notre obsession saoudienne ! Ah ! Cette obsession ! Nous voyons bien qu'au Yémen, la coalition militaire menée par Riyad vise à remettre en selle les tangos de Daesh, exécutant en cela un contrat estampillé par le créateur de Daesh, «El Marican». Mais malgré cela, nous reporterons notre colère contre l'Arabie Saoudite, comme nous reportons nos grands procès, peut-être même plus vite. Dans quelques semaines, un enturbanné saoudien débarquera à Alger, viendra traîner ses savates sur les tapis d'El-Mouradia, promettra des investissements dans la zone de Bellagha, plus de fric dans notre terre à fric, jurera notre fraternité au-dessus de tout et se fera baiser le nez par notre Raïs adoré. Deux ou trois semaines après, peut-être quelques mois tout au plus, des élèves de Daesh-Yémen, des Algériens formés par le même Daesh sauvé aujourd'hui par l'Arabie Saoudite viendront se faire s'exploser la ceinture et ce qui va avec dans un marché d'Alger ou d'une autre ville du pays. Riyad sera bien sûr la première capitale arabe et super-musulmane à nous balancer des condos larmoyantes à

souhait. Purée d'obsession saoudienne qui hante notre Palais ! Qu'est-ce qui peut nous lier à ce désert arrogant et nourri à l'énergie fossile ? Qu'ai-je à voir avec une contrée de primitifs qui interdisent à leurs femmes de conduire, sabrent des têtes en pleine rue, coupent des mains devant des écoles et se grattent la panse lorsque leurs rots bruyants et gras agitent leurs aâbaya précieuses ? Quelle règle diplomatique suprême m'oblige à fraterniser avec cette engeance, à la faire mienne, à l'admettre dans ma maison, à tout lui passer, à tout lui céder, jusqu'à l'intime ? Mon Dieu ! Je ne dois rien aux Saoud ! Je ne dois rien aux Al-Nahyan ! Je ne suis jamais allé me réfugier dans leurs jupes. Ni n'ai été le précepteur de leurs enfants. Pourquoi devrais-je alors me coltiner ces royaumes de roses des sables montés comme d'horribles Lego sur les derricks de Cheney ? Je suis algérien. Je suis africain. Je suis méditerranéen. Je suis musulman. De Cordoue, de Béjaïa, de Tlemcen, d'Illizi, de Fès et de Kairouan. Et j'ai déjà assez à faire avec mes déserts ici, pour aller m'agenouiller sur d'autres sables, à des milliers de kilomètres-culture, à des centaines de milliers de kilomètres-civilisation des miens. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.